

Année 4 : La chronologie qui raconte l'histoire -

par **Joe Lauria**

Sans contexte historique, occulté par les grands médias, il est impossible de comprendre la guerre en Ukraine. Les historiens en raconteront l'histoire, mais les journalistes sont réduits au silence lorsqu'ils tentent de la relater aujourd'hui.

Le meilleur moyen d'empêcher que la guerre en Ukraine soit comprise est d'en occulter l'histoire.

Une version caricaturale fait débiter le conflit le 24 février 2022, lorsque Vladimir Poutine se réveilla ce matin-là et décida d'envahir l'Ukraine.

Selon cette version, il n'y aurait aucune autre raison qu'une agression russe non provoquée contre un pays innocent.

Veuillez utiliser ce bref guide historique à partager avec ceux qui, encore fascinés par ces bandes dessinées, tentent de comprendre ce qui se passe en Ukraine.

Le récit dominant, c'est comme ouvrir un roman au milieu et lire un chapitre au hasard, comme s'il s'agissait du début de l'histoire.

Dans trente ans, les historiens écriront sur le contexte de la guerre en Ukraine : le coup d'État, l'attaque du Donbass, l'élargissement de l'OTAN et le rejet des accords de Minsk et des propositions de traités russes, sans être traités de marionnettes de Poutine.

De la même manière, les historiens d'aujourd'hui écriront sur le traité de Versailles comme cause du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale, sans être traités de sympathisants nazis.

Fournir un contexte est tabou tant que la guerre fait rage en Ukraine, comme cela aurait été le cas pendant la Seconde Guerre mondiale. Or, le contexte est primordial en journalisme.

Cependant, les journalistes doivent se plier à la propagande de guerre tant qu'un conflit fait rage. Ils ne bénéficient manifestement pas des mêmes libertés que les historiens. Bien après la fin de la guerre, les historiens sont libres d'analyser les faits.

Chronologie de l'Ukraine

Seconde Guerre mondiale – Les national-fascistes ukrainiens, menés par Stepan Bandera et initialement alliés aux nazis allemands, massacrent plus de cent mille juifs et Polonais.

Des années 1950 à 1990 – La CIA fait venir des fascistes ukrainiens aux États-Unis et collabore avec eux pour déstabiliser l'Union soviétique en Ukraine, en menant des opérations de sabotage et de propagande. Le chef fasciste ukrainien Mykola Lebed est emmené à New York où il travaille avec la CIA au moins jusqu'aux années 1960 et reste utile à l'agence. Jusqu'en 1991, année de l'indépendance de l'Ukraine. Les preuves se trouvent dans un [rapport](#) du gouvernement américain, à partir de la page 82. L'Ukraine a ainsi servi de base arrière aux États-Unis pour affaiblir et menacer Moscou pendant près de 80 ans.

Novembre 1990 : Un an après la chute du mur de Berlin, la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (également connue sous le nom de Charte de Paris) est adoptée par les États-Unis, l'Europe et l'Union soviétique. Cette charte s'appuie sur les [accords d'Helsinki](#) et est actualisée en 1999 par la [Charte pour la sécurité européenne](#). Ces documents constituent le fondement de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). La [charte de l'OSCE](#) stipule qu'aucun pays ni bloc ne peut garantir sa propre sécurité au détriment d'un autre.

25 décembre 1991 : Effondrement de l'Union soviétique. Durant la décennie qui suit, les profiteurs de Wall Street et de Washington s'emparent des biens autrefois publics du pays, s'enrichissent, contribuent à l'émergence d'oligarques et appauvrissent les populations russes, ukrainiennes et autres peuples de l'ex-Union soviétique.

Années 1990 : Les États-Unis reviennent sur leur promesse faite au dernier dirigeant soviétique, Gorbatchev, de ne pas étendre l'OTAN à l'Europe de l'Est en échange d'une Allemagne réunifiée. George Kennan, principal expert du gouvernement américain sur l'URSS, s'oppose à cet élargissement. Le sénateur Joe Biden, partisan de l'élargissement de l'OTAN, [prédit](#) une réaction hostile de la Russie.

1997 :: The only thing that could provoke a "vigorous and hostile" Russian response would be needless NATO Expansion Far East right till the border of Russia – Sen. Joe Biden pic.twitter.com/hRW47hLL5y

— Rishi Bagree (@rishibagree) [June 17, 2022](#)

1997 : Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, écrit dans son ouvrage de 1997, *«Le Grand Échiquier : La primauté américaine et ses impératifs géostratégiques»* :

«L'Ukraine, nouvel espace important sur l'échiquier eurasiatique, est un pivot géopolitique car son existence même en tant que pays indépendant contribue à transformer la Russie. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique. Sans l'Ukraine, la Russie peut toujours aspirer à un statut impérial, mais elle deviendrait alors un État impérial à prédominance asiatique».

Réveillon du Nouvel An 1999 : Après huit années de domination américaine et financière, Vladimir Poutine devient président de la Russie. Bill Clinton refuse sa demande d'adhésion à l'OTAN en 2000.

Poutine commence à fermer la porte aux ingérences occidentales, restaurant la souveraineté russe, ce qui finit par provoquer la colère de Washington et de Wall Street. Ce processus ne se produit pas en Ukraine, qui reste soumise à l'exploitation occidentale et à l'appauvrissement de son peuple.

10 février 2007 : Poutine prononce son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité, dans lequel il condamne l'unilatéralisme agressif des États-Unis, notamment leur invasion illégale de l'Irak en 2003 et l'élargissement de l'OTAN vers l'est.

Il déclare : *«Nous sommes en droit de demander : contre qui cet élargissement [de l'OTAN] est-il visé ? Qu'est-il advenu des assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces déclarations aujourd'hui ? Personne ne s'en souvient».*

Poutine prend la parole trois ans après l'adhésion des États baltes, anciennes républiques soviétiques limitrophes de la Russie, à l'Alliance atlantique.

L'Occident humilie Poutine et la Russie en ignorant leurs préoccupations légitimes. Un an après son discours, l'OTAN annonce l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie. Quatre autres anciens États du Pacte de Varsovie rejoignent l'Alliance en 2009.

2004-2005 : Révolution orange. Les résultats des élections sont invalidés, donnant la présidence à Viktor Iouchtchenko, proche des États-Unis, face à Viktor Ianoukovitch, lors d'un second tour. Iouchtchenko fait de Bandera, dirigeant fasciste, un «héros de l'Ukraine».

3 avril 2008 : Lors d'une conférence de l'OTAN à Bucarest, une [déclaration](#) du sommet «salue les aspirations euro-atlantiques de l'Ukraine et de la Géorgie à l'adhésion à l'OTAN. Nous avons convenu aujourd'hui que ces pays deviendront membres de l'OTAN». La Russie s'y oppose fermement. William Burns, alors ambassadeur des États-Unis en Russie et actuellement directeur de la CIA, déclare dans un [télégramme](#) adressé à Washington et révélé par WikiLeaks :

«Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et d'autres hauts responsables ont réaffirmé leur ferme opposition, soulignant que la Russie considérerait toute nouvelle expansion vers l'est comme une menace militaire potentielle. L'élargissement de l'OTAN, en particulier à l'Ukraine, demeure un sujet extrêmement sensible pour la Russie, mais des considérations stratégiques sous-tendent également cette forte opposition à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. En Ukraine, on craint notamment que cette question ne divise le pays en deux, engendrant des violences, voire, selon certains, une guerre civile, ce qui obligerait la Russie à décider d'une éventuelle intervention. (...) Lavrov a insisté sur le fait que la Russie devait considérer la poursuite de l'expansion de l'OTAN vers l'est, notamment vers l'Ukraine et la Géorgie, comme une menace militaire potentielle».

Quatre mois plus tard, une crise éclate en Géorgie, dégénérant en une brève guerre avec la Russie, que l'Union européenne [impute](#) à une provocation géorgienne.

Novembre 2009 : La Russie cherche à instaurer un nouvel accord de sécurité en Europe. Moscou publie un projet de proposition pour une nouvelle architecture de sécurité européenne, censée, selon le Kremlin, remplacer des institutions obsolètes telles que l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

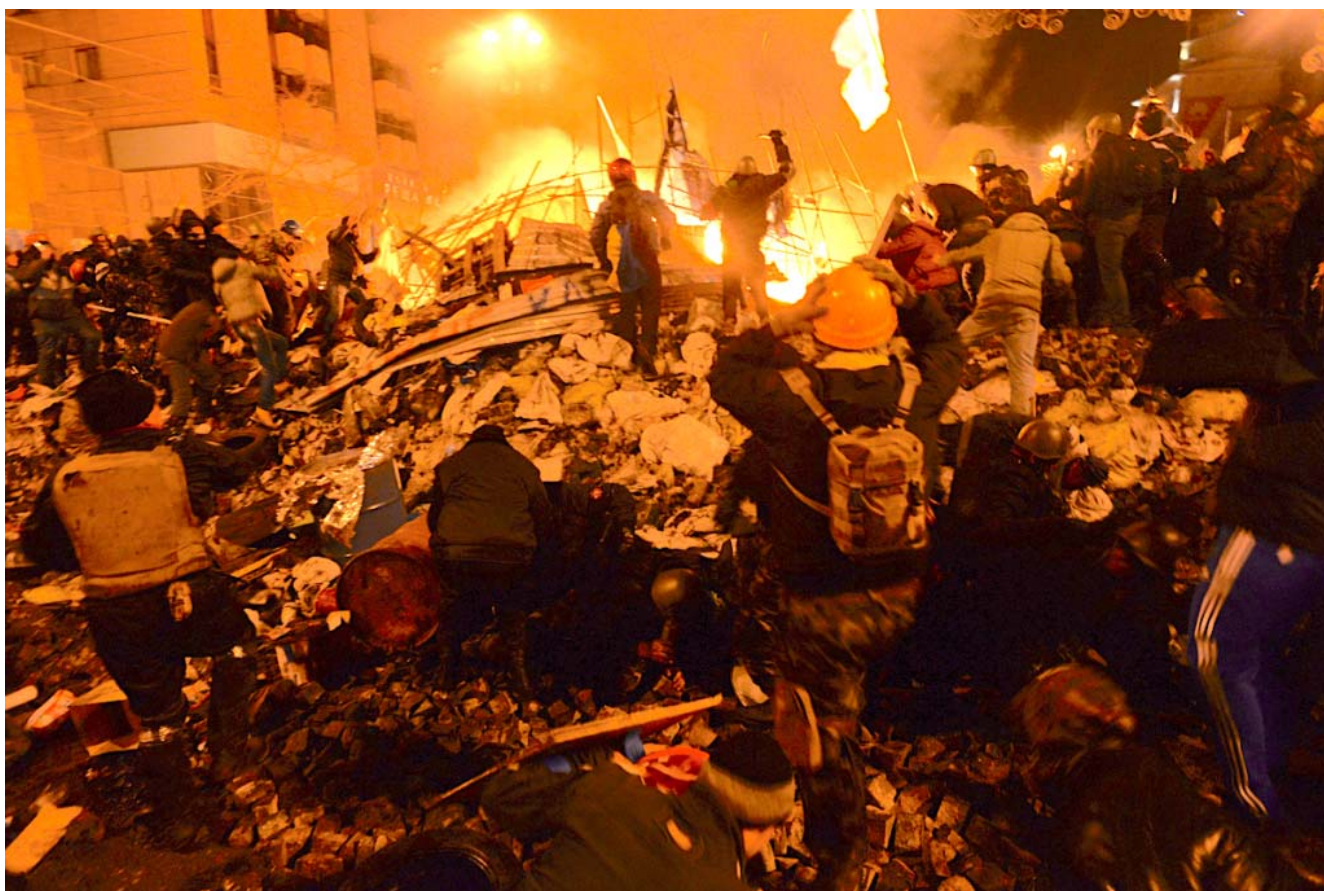
Ce [texte](#), mis en ligne sur le site internet du Kremlin le 29 novembre, intervient plus d'un an après que le président Dmitri Medvedev a officiellement soulevé la question. S'exprimant à Berlin en juin 2008, Medvedev avait déclaré que ce nouveau pacte était nécessaire pour moderniser enfin les dispositifs hérités de la Guerre froide.

«Je suis convaincu que les problèmes de l'Europe ne seront pas résolus tant que son unité ne sera pas établie, tant que toutes ses composantes, y compris la Russie, ne seront pas intégrées», avait-il affirmé.

2010 : Viktor Ianoukovitch est élu président de l'Ukraine à l'issue d'élections libres et équitables, reconnues par l'OSCE.

2013 : Ianoukovitch choisit un plan de coopération économique avec la Russie plutôt qu'un accord d'association avec l'UE. Cette décision menace les puissances occidentales en Ukraine, ainsi que les dirigeants politiques et les oligarques ukrainiens proches du compromis.

Février 2014 : Ianoukovitch est renversé par un coup d'État violent, soutenu par les États-Unis (annoncé par l'interception Nuland-Pyatt), où des groupes fascistes ukrainiens, comme Secteur droit, jouent un rôle de premier plan. Des fascistes ukrainiens défilent aux flambeaux dans les villes, brandissant des portraits de Bandera.



Des manifestants s'affrontent avec la police à Kiev, en Ukraine, en février 2014. (Wikimedia Commons)

16 mars 2014 : Rejetant le coup d'État et l'installation anticonstitutionnelle d'un gouvernement antirusse à Kiev, les Criméens votent à 97% pour le rattachement à la Russie lors d'un référendum dont le taux de participation atteint 89%. L'organisation militaire privée Wagner est créée pour soutenir la Crimée. Pratiquement aucun coup de feu n'est tiré et personne n'est tué lors de ce que les médias occidentaux présentent à tort comme une «invasion russe de la Crimée».

12 avril 2014 : Le gouvernement putschiste de Kiev lance une guerre contre les séparatistes pro-démocratie du Donbass, opposés au coup d'État. Le bataillon Azov, ouvertement néonazi, joue un rôle clé dans les combats pour Kiev. Les forces de Wagner arrivent en renfort des milices du Donbass.

Les États-Unis, une fois de plus, exagèrent la situation en la qualifiant d'«invasion» russe de l'Ukraine. *«On ne peut pas, au XXI^e siècle, se comporter comme au XIX^e siècle en envahissant un autre pays sous un prétexte totalement fallacieux»*, [déclare](#) le secrétaire d'État américain John Kerry, qui, alors sénateur, avait voté en faveur de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, également sous un prétexte fallacieux.

2 mai 2014 : Des dizaines de manifestants d'origine russe sont brûlés vifs dans un bâtiment d'Odessa par des néonazis. Huit jours plus tard, Louhansk et Donetsk proclament leur indépendance et votent pour quitter l'Ukraine.

5 septembre 2014 : Le premier accord de Minsk est signé à Minsk, au Bélarus, par la Russie, l'Ukraine, l'OSCE et les dirigeants des républiques séparatistes du Donbass, sous la médiation de l'Allemagne et de la France, dans le cadre du format Normandie. Cet accord ne parvient pas à résoudre le conflit.

12 février 2015 : Les accords de Minsk II sont signés au Bélarus. Ils mettent fin aux combats et accordent l'autonomie aux républiques tout en les maintenant au sein de l'Ukraine. L'accord [est approuvé](#) à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU le 15 février. En décembre 2022, l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel [admet](#) que l'Occident n'a jamais eu l'intention de faire pression pour la mise en œuvre des accords de Minsk et les a en réalité utilisés comme prétexte pour permettre à l'OTAN d'armer et d'entraîner les forces armées ukrainiennes.

2016 : La supercherie connue sous le nom de Russiagate s'empare du Parti démocrate et de ses médias alliés aux États-Unis. Il est faussement allégué que la Russie s'est ingérée dans l'élection présidentielle américaine de 2016 pour favoriser l'élection de Donald Trump. Ce faux scandale sert à diaboliser davantage la Russie aux États-Unis et à exacerber les tensions entre les puissances nucléaires, préparant l'opinion publique à une guerre contre la Russie.

12 mai 2016 : Les États-Unis [activent](#) un système de missiles en Roumanie, provoquant la colère de la Russie. Les États-Unis affirment que ce système est purement défensif, mais Moscou [soutient](#) qu'il pourrait également être utilisé de manière offensive et qu'il permettrait de frapper la capitale russe en 10 à 12 minutes.

6 juin 2016 : Symboliquement, à l'occasion de l'anniversaire du débarquement de Normandie, l'OTAN lance des exercices militaires agressifs contre la Russie. Elle entame des [manœuvres](#) avec 31 000 soldats près des frontières russes, le plus important exercice en Europe de l'Est depuis la fin de la Guerre froide. Pour la première fois en 75 ans, des troupes allemandes retracent le parcours de l'invasion nazie de l'Union soviétique à travers la Pologne.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, s'y oppose. *«Ce que nous ne devons pas faire maintenant, c'est envenimer davantage la situation par des démonstrations de force et des discours belliqueux»*, déclare-t-il de manière surprenante au journal Bild am Sonntag. *«Quiconque croit qu'un défilé symbolique de chars à la frontière orientale de l'Alliance apportera la sécurité se trompe»*.

Steinmeier appelle plutôt au dialogue avec Moscou. *«Nous avons tout intérêt à ne pas créer de prétextes pour raviver une vieille confrontation»*, prévient-il, ajoutant qu'il serait *«fatal de ne rechercher que des solutions militaires et une politique de dissuasion»*.

Décembre 2021 : La Russie soumet aux États-Unis et à l'OTAN des projets de traités proposant une nouvelle architecture de sécurité en Europe, relançant ainsi sa tentative infructueuse de 2009. Ces traités prévoient le démantèlement du système de missiles roumain et le retrait des troupes de l'OTAN d'Europe de l'Est. La Russie menace d'une riposte «technico-militaire» en l'absence de négociations sérieuses. Les États-Unis et l'OTAN les rejettent d'emblée.

Février 2022 : La Russie lance son intervention militaire dans le Donbass, en pleine guerre civile ukrainienne, après avoir reconnu l'indépendance de Louhansk et de Donetsk.

Avant l'intervention, les cartes de l'OSCE montrent une augmentation significative des bombardements en provenance d'Ukraine vers les républiques séparatistes, où plus de 10 000 personnes ont été tuées depuis 2014.



Troupes ukrainiennes dans la région du Donbass, mars 2015. (Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, CC BY 2.0, Wikimedia Commons)

Mars-avril 2022 : La Russie et l'Ukraine concluent un accord-cadre visant à mettre fin à la guerre, l'Ukraine s'engageant notamment à ne pas adhérer à l'OTAN. Les États-Unis et le Royaume-Uni s'y opposent. Le Premier ministre Boris Johnson se rend à Kiev pour demander au président ukrainien Volodymyr Zelensky de [cesser les négociations](#) avec la Russie. La guerre se poursuit et la Russie s'empare d'une grande partie du Donbass.

26 mars 2022 : Lors d'un discours à Varsovie, Biden [admet](#) que les États-Unis cherchent, par le biais de leur guerre par procuration contre la Russie, à renverser le gouvernement de Poutine. Plus tôt en mars, il avait passé outre la décision de son secrétaire d'État d'instaurer une zone d'exclusion aérienne contre les avions russes en Ukraine. Biden [s'était opposé](#) à cette zone d'exclusion aérienne, avait-il déclaré à l'époque, car «*c'est ce qu'on appelle la Troisième Guerre mondiale, d'accord ? Soyons clairs. Nous ne livrerons pas la troisième guerre mondiale en Ukraine*».

Septembre 2022 : Les républiques du Donbass votent en faveur de leur rattachement à la Fédération de Russie, ainsi que deux autres régions : Kherson et Zaporijia.

Mai 2023 : L'Ukraine lance une contre-offensive pour tenter de reprendre le territoire contrôlé par la Russie. Comme le révèlent des documents divulgués plus tôt dans l'année, les services de renseignement américains estiment que l'offensive est vouée à l'échec avant même son lancement.

Juin 2023 : Une rébellion de 36 heures menée par le groupe Wagner échoue lorsque son chef, Evgueni Prigochzine, accepte un accord pour s'exiler au Bélarus. L'armée privée Wagner, financée et armée par le ministère russe de la Défense, est intégrée à l'armée russe. L'offensive ukrainienne se solde par un échec fin novembre.

Septembre 2024 : Biden, suivant l'avis des réalistes du Pentagone, s'oppose au tir par l'Ukraine de missiles Storm Shadow britanniques à longue portée en profondeur sur le territoire russe, craignant que cela n'entraîne une confrontation militaire directe entre l'OTAN et la Russie, avec toutes les conséquences que cela implique.

Poutine avait alors averti que, puisque des soldats britanniques stationnés en Ukraine lanceraient effectivement des missiles britanniques sur la Russie avec le soutien géostratégique des États-Unis, cela «*signifierait que les pays de l'OTAN – les États-Unis et les pays européens – seraient en guerre contre la Russie. Et si tel est le cas, alors, compte tenu du changement de nature du conflit, nous prendrons les décisions appropriées en réponse aux menaces qui pèseront sur nous*».

Novembre 2024 : Après son retrait de la course présidentielle et la défaite de son parti à la Maison-Blanche, Biden, en fin de mandat, a opéré un revirement soudain, autorisant le tir de missiles ATACMS à longue portée, non seulement britanniques, mais aussi américains, sur la Russie. Il n'est pas certain que la Maison-Blanche ait informé le Pentagone au préalable, une décision qui risquait de déclencher la Troisième Guerre mondiale que Biden avait pourtant cherché à éviter.

Février 2025 : Le premier contact direct entre les hauts dirigeants des États-Unis et de la Russie depuis plus de trois ans a lieu, avec un entretien téléphonique entre les présidents des deux pays et une rencontre des ministres des Affaires étrangères en Arabie saoudite. Ils conviennent d'entamer des négociations pour mettre fin à la guerre.

15 août 2025 : Donald Trump et Vladimir Poutine se rencontrent à Anchorage, en Alaska, pour la première rencontre en face à face entre les dirigeants américain et russe depuis plus de quatre ans. Les Russes repartent convaincus que Trump a parfaitement compris leur opposition à un cessez-le-feu et leur volonté de parvenir à une solution globale au conflit, s'attaquant aux causes profondes et aux préoccupations sécuritaires de la Russie, telles que décrites dans cette chronologie. Une série de réunions diplomatiques ultérieures n'a pas permis de faire progresser cet objectif et le conflit continue de se décider sur le champ de bataille, avec des gains russes et une augmentation des tirs de missiles sur le territoire des deux nations.

Cette chronologie révèle clairement une intention agressive de l'Occident envers la Russie et montre comment cette tragédie aurait pu être évitée si l'OTAN n'avait pas autorisé l'Ukraine à y adhérer ; si les accords de Minsk avaient été mis en œuvre ; et si les États-Unis et l'OTAN avaient négocié un nouvel accord de sécurité en Europe, prenant en compte les préoccupations sécuritaires de la Russie.

source : [Consortium News](#) via [Marie-Claire Tellier](#)